



DIRECTION DE LA LOGISTIQUE PARLEMENTAIRE – DIVISION DES MOYENS GÉNÉRAUX ET
DES FOURNITURES

**FOURNITURE DE PRODUITS D'HYGIÈNE ET
D'ENTRETIEN, DE MASQUES CHIRURGICAUX ET
D'EMBALLAGES ALIMENTAIRES**

ACCORD-CADRE N°25F036

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES**

(CCAP)

Commun à tous les lots

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1. Objet	4
1.2. Allotissement	4
1.3. Forme	4
1.4. Durée	5
1.4.1. Durée de validité des lots	5
1.4.2. Durée d'exécution des bons de commande des lots 1 à 5	5
1.4.3. Durée d'exécution des marchés subséquents du lot 6	5
1.5. Montants	5
1.6. Marchés subséquents propres au lot 6	6
1.6.1. Modalités de conclusion du marché subséquent n° 1 (MS1)	6
1.6.2. Modalités de conclusion des marchés subséquents suivants (MS2, MS3...)	6
1.7. Lieux d'exécution	7
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
2.1. Pièces particulières pour chacun des lots 1 à 6	7
2.2. Pièces générales	7
2.3. Pièces fournies par le titulaire	7
2.4. Pièces constitutives des marchés subséquents (lot 6 uniquement)	8
ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE	8
3.1. Acheteur	8
3.2. Représentant du titulaire	8
3.3. Formes des notifications entre les parties	8
ARTICLE 4 - PRIX	9
4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués	9
4.2. Application de la taxe sur la valeur ajoutée	9
4.3. Variation dans les prix du bordereau des prix unitaires	9
4.4. Variation des prix sur catalogue	10
4.5. Prestations similaires	11
ARTICLE 5 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT	11
5.1. Modalités de facturation	11
5.2. Mode de règlement	11
5.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances	12
5.4. Répartition des paiements en cas de groupement (et/ou de sous-traitance pour le lot 3)	12
5.5. Présentation des demandes de paiement	12
ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE (LOT 3 UNIQUEMENT)	12
6.1. Désignation de sous-traitants	12

6.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants	13
ARTICLE 7 - AVANCE	13
ARTICLE 8 - ACCÈS AUX LOCAUX	14
ARTICLE 9 - RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ	14
ARTICLE 10 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES	15
10.1. Responsabilité	15
10.2. Assurances	15
ARTICLE 11 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	15
11.1. Émission des bons de commande	15
11.1.1. Modalités d'émission des bons de commande	15
11.1.2. Contenu des bons de commande	16
11.1.3. Modification ou annulation d'un bon de commande	16
11.2. Logistique et livraison	17
11.3. Engagements environnementaux	17
11.4. Engagements sociaux	18
ARTICLE 12 - SUIVI D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	18
12.1. Qualité des fournitures et prestations	18
12.2. Obligations du titulaire	18
12.3. Opérations de vérifications	19
12.4. Bilan	19
ARTICLE 13 - CLAUSE DE RÉEXAMEN	19
ARTICLE 14 - PÉNALITÉS	20
14.1. Dépassement des délais d'exécution	20
14.2. Autres pénalités	20
14.3. Modalités d'application des pénalités	21
ARTICLE 15 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	21
ARTICLE 16 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE	21
16.1. Résiliation	21
16.2. Litiges	22
16.3. Langue	22
ARTICLE 17 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	22
17.1. Obligation de confidentialité	22
17.2. Protection des données à caractère personnel	22
ARTICLE 18 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	23
ANNEXE 1 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	24

ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture et la livraison à l'Assemblée nationale de produits d'hygiène et d'entretien, d'emballages alimentaires jetables et de masques à l'exclusion des articles fournis par les prestataires des marchés de ménage des bâtiments de l'Assemblée nationale.

L'ensemble des prestations attendues est détaillé dans le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) ainsi que dans le bordereau de prix unitaires propre à chaque lot.

1.2. Allotissement

Le présent accord-cadre est composé des 6 lots suivants :

- Lot 1 : Sacs-poubelles spécifiques
- Lot 2 : Gants, éponges et ouate
- Lot 3 : Produits d'entretien courant et savons
- Lot 4 : Fournitures d'entretien et sacs-poubelles
- Lot 5 : Emballages alimentaires jetables
- Lot 6 : Masques

Les lots 1 et 2 sont réservés à des entreprises adaptées (EA) ou à des établissements et services d'aide par le travail (ESAT), sur le fondement de l'article L. 2113-12 du code de la commande publique.

1.3. Forme

Les **lots 1, 2, 3, 4 et 5** prennent chacun la forme d'un **accord-cadre mono attributaire à bons de commande**, conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'acheteur passe les bons de commande au fur et à mesure de ses besoins.

Le **lot 6** prend la forme d'un **accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents** avec un **maximum de 4 titulaires**, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres, conformément aux dispositions des articles R. 2161-2 et R. 2162-7 à R. 2162-12 du code de la commande publique.

Les marchés subséquents sont passés au fur et à mesure des besoins.

Les marchés subséquents passés au titre de l'accord-cadre prennent la forme d'accords-cadres à bons de commande, conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

La notification du premier marché subséquent (MS1) est concomitante à celle du lot 6 (voir article 1.7.1.).

1.4. Durée

1.4.1. Durée de validité des lots

La durée de validité de chaque lot est la durée pendant laquelle les bons de commande, ou pour le lot 6 les marchés subséquents, peuvent être émis.

Cette durée est de **douze (12) mois à compter du 1er novembre 2025** ou de la date de notification du lot si celle-ci est postérieure.

Chaque lot est ensuite reconduit trois (3) fois de façon tacite par périodes consécutives de douze (12) mois.

En cas de non-reconduction, le titulaire du marché en est informé au moins deux (2) mois avant l'expiration de la période en cours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

1.4.2. Durée d'exécution des bons de commande des lots 1 à 5

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire pendant toute la durée de validité du lot auquel ils se rapportent. Passé ce délai, aucun bon de commande ne peut être notifié. Les bons de commande déjà notifiés s'exécutent jusqu'à leur terme. Toutefois, leur durée d'exécution ne saurait dépasser de plus 30 jours la date de fin de validité du lot concerné.

1.4.3. Durée d'exécution des marchés subséquents du lot 6

Les marchés subséquents peuvent être notifiés au titulaire pendant toute la durée de validité du lot. Passé ce délai, aucun marché subséquent ne peut être notifié. Les marchés subséquents déjà notifiés s'exécutent jusqu'à leur terme. Toutefois, leur durée d'exécution ne saurait dépasser de plus de 30 jours la date de fin de validité du lot.

1.5. Montants

Chaque lot est conclu sans montant minimum et avec les montants maximums suivants :

Lot	Montant maximum (en € TTC)
Lot 1 – Sacs poubelles spécifiques	59 000
Lot 2 – Gants, éponges et ouate	85 000
Lot 3 – Produits d'entretien courant et savons	180 000
Lot 4 – Fournitures d'entretien et sacs-poubelles	140 000
Lot 5 – Emballages alimentaires jetables	470 000
Lot 6 – Masques	200 000

1.6. Marchés subséquents propres au lot 6

1.6.1. Modalités de conclusion du marché subséquent n° 1 (MS1)

Le marché subséquent n° 1 prend la forme d'un **accord-cadre mono-attributaire à bons de commande**, conclu pour une **durée de douze (12) mois** sans montant minimum et avec un **montant maximum** identique à celui du lot 6, soit **200 000 € TTC**.

La notification du MS1 du lot 6 est réalisée de manière concomitante à celle du lot 6.

Le MS1 est exécuté par l'émission de bons de commande dans les conditions prévues au présent CCAP. La durée maximum d'exécution des bons de commande est identique à celle prévue pour les bons de commande des lots 1 à 5 (cf. article 1.4.2 ci-dessus).

Ces commandes sont payées sur la base du bordereau de prix figurant à l'annexe 2 de l'acte d'engagement du marché subséquent n° 1.

Les prix renseignés dans le bordereau des prix unitaires d'un marché subséquent doivent être inférieurs ou égaux aux prix « plafonds » fixés dans le bordereau des prix unitaires du lot 6.

Le montant de la remise sur catalogue doit être supérieur ou égal à celui mentionné dans l'acte d'engagement du lot.

Au terme du marché subséquent n° 1, les titulaires sont remis en concurrence pour l'attribution du marché subséquent suivant selon les modalités définies à l'article 1.6.2 ci-dessous.

1.6.2. Modalités de conclusion des marchés subséquents suivants (MS2, MS3...)

Conformément aux dispositions de l'article R. 2162-10 du code de la commande publique, l'attribution des marchés subséquents est précédée d'une mise en concurrence organisée entre les titulaires du lot 6 selon les modalités décrites ci-après.

Lors de la remise en concurrence, une lettre de consultation en vue de la conclusion d'un marché subséquent est adressée par écrit aux titulaires du lot avec, le cas échéant, un cahier des clauses particulières spécifique ou tout autre document nécessaire aux candidats pour l'établissement de leurs offres.

Les titulaires sont invités à remettre une offre dans le délai indiqué dans la lettre de consultation. Les délais d'exécution, calendrier prévisionnel de l'opération ou toutes spécifications techniques qui ne sont pas fixés au niveau du lot le sont dans les marchés subséquents.

Les titulaires doivent remettre une offre conforme aux exigences du lot 6 et du marché subséquent concerné. Il est précisé qu'après deux marchés subséquents restés sans réponse de la part d'un titulaire, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité, l'accord-cadre avec ledit titulaire.

Les offres sont analysées sur la base de critères définis et pondérés dans la lettre de consultation. En tout état de cause, le poids de chaque critère ne peut être défini que dans la limite des fourchettes suivantes :

Critère	Pondération
Valeur technique	entre 45 et 70 %
Prix	entre 30 et 55 %

Dans l'hypothèse où le titulaire est défaillant et sans préjudice de l'application de l'article 16 du présent CCAP, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité de remettre en concurrence les autres titulaires pour la conclusion anticipée d'un nouveau marché subséquent.

1.7. Lieux d'exécution

L'accord-cadre est exécuté :

- dans les locaux du titulaire à l'adresse indiquée dans l'offre technique ;
- dans les locaux de l'acheteur aux adresses indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est régi par les pièces suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1. Pièces particulières pour chacun des lots 1 à 6

- L'AE (acte d'engagement) du lot dûment complété, et ses annexes dont les annexes financières ;
- Le présent CCAP (cahier des clauses administratives particulières) et son annexe, dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi ;
- Le CCTP (cahier des clauses techniques particulières), dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi ;

2.2. Pièces générales

- Le CCAG-FCS (cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

2.3. Pièces fournies par le titulaire

- Les catalogues de prix publics fournis à l'appui de l'offre ;
- Le CRT du lot (cadre de réponse technique) ;
- Les échantillons et fiches techniques des produits et matériels associés fournis à l'appui de l'offre.

2.4. Pièces constitutives des marchés subséquents (lot 6 uniquement)

- L'acte d'engagement du marché subséquent concerné et ses annexes, notamment le bordereau de prix unitaire (BPU) ;
- *Le cas échéant*, le cahier des clauses particulières régissant le marché subséquent ;
- Le mémoire technique ;
- Toute autre pièce contractuelle exigée lors de la passation du marché subséquent.

ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE

3.1. Acheteur

L'acheteur est l'Assemblée nationale représentée par le Collège des Questeurs.

Le représentant de l'Assemblée nationale pour le suivi administratif, juridique et financier du présent accord-cadre est le directeur de la Logistique parlementaire ou toute personne désignée par ses soins.

Le suivi opérationnel de l'exécution est assuré par le chef de la division des Moyens généraux et des fournitures.

3.2. Représentant du titulaire

Dès la notification, le titulaire désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, lorsqu'une personne nommément désignée pour exécuter les prestations n'est plus en mesure d'accomplir ses tâches, le titulaire doit procéder à son remplacement dans un délai de 7 jours calendaires à compter du premier jour de l'absence, par une autre personne possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et des compétences au moins équivalentes à celles de la personne initialement prévue. Le remplacement doit être agréé par la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de récuser tout personnel du titulaire qui s'avérerait inadapté à l'exécution des prestations sans que sa décision ait à être justifiée.

Sans acceptation préalable de la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations, le remplacement de personnels du titulaire entre eux, pour convenances personnelles, est également considéré comme un motif de récusation sans autre justification.

3.3. Formes des notifications entre les parties

En application de l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite soit par courrier postal avec accusé de réception, soit par courrier électronique avec accusé de réception, aux adresses indiquées dans l'acte

d'engagement du titulaire, dès lors que la transmission de ce courrier électronique permet de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

ARTICLE 4 - PRIX

4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges et sujétions du titulaire. Ils comprennent également toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Les prix sont unitaires définitifs.

Le titulaire peut faire bénéficier l'Assemblée nationale d'offres promotionnelles. À l'expiration de la promotion, dont la durée et les conditions sont fixées par le titulaire, les prix de l'accord-cadre, révisés le cas échéant dans les conditions du présent document, sont ceux à nouveau en vigueur.

Ils sont indiqués dans l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, la date d'établissement des prix est arrêtée au mois de **septembre 2025**.

4.2. Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

4.3. Variation dans les prix du bordereau des prix unitaires

- **Pour les lots 1 à 6**, les prix indiqués au BPU des différents lots sont révisables dans les conditions définies ci-dessous.

Les prix sont révisés **semestriellement pour les lots 1 à 5** et **annuellement pour le lot 6** à compter de la date de notification du lot, à l'aide de la formule suivante :

$$P_1 = P_0 \times (Indice_1 / Indice_0)$$

Dans laquelle :

P_1 : prix révisé ;

P_0 : prix à la date d'établissement des prix ;

$Indice_1$: dernière valeur connue (y compris provisoire) de l'indice au moment de la révision des prix ;

$Indice_0$: valeur de l'indice à la date d'établissement des prix (cf. article 4.1 ci-dessus).

Les indices de référence retenus sont les suivants :

Lot	Indice de référence
Lot 1 – Sacs poubelles spécifiques	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 22.22 – Emballages en matières plastiques (Identifiant INSEE : 010763848)
Lot 2 – Gants, éponges et ouate	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 22.29 – Autres produits en matières plastiques (Identifiant INSEE : 010763850)
Lot 3 – Produits d'entretien courant et savon	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 20.41 – Savons, détergents et produits d'entretien (Identifiant INSEE : 010763828)
Lot 4 – Fournitures d'entretien et sacs-poubelles	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 22.22 – Emballages en matières plastiques (Identifiant INSEE : 010763848)
Lot 5 – Emballages alimentaires jetables	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.21 – Papier et carton ondulés et emballages en papier ou en carton (Identifiant INSEE : 010763805)
Lot 6 – Masques	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 32.50 – Instruments et fournitures à usage médical et dentaire (Identifiant INSEE : 010764271)

En cas de fin de la série d'indice, la série de remplacement sera utilisée, assortie au besoin d'un coefficient de raccordement.

En cas de disparition de la série sans remplacement, un nouvel indice sera proposé au titulaire ; celui-ci aura la faculté de présenter des observations sur le nouvel indice dans un délai de dix jours calendaires à compter de la communication du nouvel indice. L'indice retenu sera réputé accepté à l'expiration de ce délai. En cas de désaccord de la part du titulaire, celui-ci pourra proposer l'utilisation d'un autre indice. La décision finale reviendra alors à l'acheteur, qui communiquera l'indice de remplacement à utiliser au titulaire.

La communication des prix révisés à la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution, **au plus tard 15 jours avant la date de révision des prix**, s'accompagne de celle de l'indice de révision, obtenu par la même formule, sous la forme d'un pourcentage arrondi à la troisième décimale.

Les prix révisés seront arrondis à la deuxième décimale.

- **Pour les marchés subséquents du lot 6**, les prix fixés dans les BPU des actes d'engagement des marchés subséquents sont fermes sur la durée de leur exécution ; ils ne donnent pas lieu à révision.

4.4. Variation des prix sur catalogue

À chaque révision de prix du BPU, le titulaire communique à l'Assemblée nationale ses catalogues de prix publics révisés.

Les fournitures achetées sur catalogue sont réglées par application, aux quantités commandées et livrées, des prix publics unitaires HT figurant dans le catalogue en vigueur remis par le titulaire, diminués du taux de remise figurant à l'article 3 de l'acte d'engagement et majorés du taux de TVA en vigueur.

4.5. Prestations similaires

L'acheteur pourra recourir à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles du présent accord-cadre, tel que prévu par l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, sans que cela n'amène au dépassement du montant maximum de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

5.1. Modalités de facturation

Les prestations exécutées sont payées mensuellement à terme échu, conformément aux règles de la comptabilité de l'Assemblée nationale et sous réserve d'acceptation du service fait, sur présentation de factures récapitulatives en fin de chaque mois. Ces factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la référence de l'accord-cadre (intitulé et numéro) et, pour le lot 6, du marché subséquent ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la quantité des fournitures commandées ;
- le prix unitaire HT de chaque fourniture avant et après remise ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ;
- le montant total TTC des fournitures livrées ;
- la date et l'adresse de la livraison.

5.2. Mode de règlement

Le règlement est effectué dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure, par virement bancaire informatisé.

En cas de dépassement du délai de paiement par l'Assemblée nationale, des intérêts moratoires sont dus au titulaire. Ils sont calculés sur le montant de la facture, par application du taux d'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique.

5.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances

Le comptable assignataire des paiements est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-55 du code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

5.4. Répartition des paiements en cas de groupement (et/ou de sous-traitance pour le lot 3)

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire (ou à chacun des cotraitants en cas de groupement) et à ses sous-traitants.

En cas de groupement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, ou le cas échéant à payer sur le compte unique de groupement.

5.5. Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques et numériques du titulaire, y compris ceux domiciliés à l'étranger, sont effectués de manière électronique et dématérialisée et exclusivement sur le portail de dématérialisation des factures électroniques de l'Assemblée nationale selon des modalités communiquées de manière dématérialisée au titulaire au début de l'exécution de l'accord-cadre.

Cette obligation s'applique aux sous-traitants admis au paiement direct et aux cotraitants admis à un paiement direct et individualisé.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Assemblée nationale peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation au titulaire et l'avoir invité à s'y conformer.

En cas de manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures via ce portail, l'Assemblée nationale pourra appliquer la pénalité prévue à l'article « Pénalités » du présent document.

En cas de manquement réitéré et persistant et après mise en demeure du titulaire, l'accord-cadre pourra être résilié.

ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE (LOT 3 UNIQUEMENT)

6.1. Désignation de sous-traitants

Lorsque le titulaire entend recourir à un sous-traitant en cours d'exécution, il demande préalablement son acceptation à l'Assemblée nationale.

La demande d'agrément devra être accompagnée des pièces suivantes :

1. Formulaire DC4¹ (dans la dernière version en vigueur) relatif à la présentation d'un sous-traitant ;
2. Tableau de répartition des sommes dues entre le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct (voir modèle annexé à l'acte d'engagement) ;
3. Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant, par la production des pièces exigées du titulaire dans les conditions fixées par le règlement de la consultation du présent marché ;
4. Les coordonnées bancaires du sous-traitant ;
5. Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ;
6. Attestations de régularité sociale et fiscale ;
7. Attestation d'assurance ;
8. Restitution le cas échéant de « l'exemplaire unique », si une copie de l'acte d'engagement a été délivrée au titulaire avec la mention « copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance ».

La demande d'agrément du sous-traitant devra être envoyée par courriel à l'adresse suivante :

moyensgeneraux@assemblee-nationale.fr

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature par l'acheteur de l'acte spécial de sous-traitance (DC4). Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 du code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

6.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Conformément aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique, le sous-traitant bénéficiant du paiement direct adresse sa demande de paiement au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier, ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le titulaire a par ailleurs reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Ces documents seront adressés aux coordonnées ci-dessus mentionnés.

ARTICLE 7 - AVANCE

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance sera versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles L.2191-2 et R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique. Le taux de l'avance est fixé à 5 % ou à 30 % lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

¹ Disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de calcul de l'avance est diminuée du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Le mandatement de l'avance interviendra dans un délai d'un mois à compter de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations au titre desquelles est accordée cette avance.

Le versement de cette avance et son remboursement sont effectués à la diligence du titulaire qui prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises de l'accord-cadre (ou à 50 % lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise).

ARTICLE 8 - ACCÈS AUX LOCAUX

L'accès aux locaux est réservé aux personnels du titulaire expressément autorisés par l'Assemblée nationale, qui leur délivre le cas échéant un titre d'accès personnel. Ce badge doit toujours être porté en apparence sur les vêtements. Le personnel du titulaire doit toujours se conformer strictement aux consignes et directives de sécurité émises par l'Assemblée nationale.

Toute nouvelle demande de badge est assortie d'un délai d'instruction de 4 jours ouvrables. Ce délai devra être pris en compte par le titulaire dans l'organisation de ses effectifs.

ARTICLE 9 - RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ

Conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire fournit tous les six (6) mois à compter de la notification, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 (pièces fournies par le co-contractant établi en France) ou D. 8222-7 (pièces fournies par le co-contractant établi à l'étranger) ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail (liste nominative des salariés étrangers employés) soit, si le titulaire est établi ou domicilié en France :

- 1° de l'article D. 8222-5 : Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF) ;
- 2° de l'article D. 8222-5 : Extrait du registre pertinent (tel qu'un extrait K ou K bis) ;
- Article D. 8254-2 : Liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail, liste établie à partir du registre unique du personnel précisant, pour chaque salarié : sa date

d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les déclarations sont à fournir par chaque membre du groupement.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

10.1. Responsabilité

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel, au personnel de l'Assemblée nationale ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'Assemblée nationale ou à des tiers.

Le titulaire répond notamment des responsabilités, garanties et risques mis à sa charge par les articles 1240 à 1242, 1788 à 1791 du code civil.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention dommageable d'un tiers que le titulaire n'a matériellement pas eu la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dérogée lorsqu'il apporte la preuve qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de l'Assemblée nationale ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

10.2. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Assemblée nationale et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Il doit justifier avant tout début d'exécution du marché, qu'il détient ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution des prestations, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 11 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

11.1. Émission des bons de commande

11.1.1. Modalités d'émission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute aux moyens de bons de commandes précisant la nature, la quantité, le délai de réalisation et le montant des prestations ou fournitures qui sont demandées par l'Assemblée nationale.

Est habilité à signer les bons de commande le directeur de la Logistique parlementaire de l'Assemblée nationale ou son représentant.

Les bons de commandes sont notifiés par l'Assemblée nationale au titulaire sur la base des prix indiqués dans les annexes financières de l'acte d'engagement et, pour les articles non renseignés au bordereau des prix unitaires, sur la base des prix figurant au catalogue de prix publics affecté du taux de remise mentionné dans l'acte d'engagement.

Un bon de commande peut porter sur une ou plusieurs fournitures.

Les bons de commande sont notifiés par messagerie électronique au titulaire, qui doit en accuser réception. La date de l'accusé de réception vaut date de notification du bon de commande.

11.1.2. Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande précise notamment :

- la référence de l'accord-cadre et du lot concerné (intitulé et numéro) ;
- *pour le lot 6 uniquement*, la référence du marché subséquent ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la quantité des fournitures commandées ;
- le lieu de livraison, le cas échéant, le délai de livraison ou les jours et heures de livraison souhaités ;
- les prix unitaires HT et TTC de chaque fourniture tels que figurant au BPU ou au catalogue des prix unitaires et, le cas échéant, le taux de remise mentionné à l'acte d'engagement ainsi que les prix unitaires remisés HT et TTC ;
- le prix total par ligne avant et après remise ;
- le montant total HT et TTC du bon de commande avant et après remise ;
- tout autre renseignement utile.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai maximum de **deux jours ouvrables** à compter de la notification du bon de commande pour présenter ses réserves par tout moyen écrit permettant d'attester de la date certaine de réception (mail, télécopie ou lettre recommandée avec accusé de réception). Passé ce délai, celui-ci est réputé disposer de toutes les informations nécessaires à la réalisation des prestations. Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient fait ou non l'objet d'observations de sa part.

11.1.3. Modification ou annulation d'un bon de commande

Un bon de commande peut être modifié ou annulé, totalement ou partiellement, selon les modalités décrites pour la traçabilité du bon de commande, dans les conditions suivantes :

- si l'annulation intervient dans un délai de **deux jours ouvrables maximum** à compter de la notification du bon de commande ;
- si un incident imputable au titulaire est à l'origine de la modification ou de l'annulation d'un bon de commande.

Au-delà de deux jours ouvrables, si la modification ou l'annulation d'un bon de commande n'est pas liée à une faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'acheteur. En pareille hypothèse, le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement. La demande de paiement est examinée et acceptée dans les conditions définies à l'article 11.7 du CCAG-FCS.

L'Assemblée nationale se réserve la possibilité de commander, les produits objet de chacun des lots, auprès d'une entreprise extérieure à l'accord-cadre, dans le cas où le titulaire ne pourrait, à titre exceptionnel, garantir leur livraison dans les conditions ou délais requis.

11.2. Logistique et livraison

Conformément à l'article 20.2 CCAG-FCS, la qualité des emballages doit être adaptée aux conditions et modalités de transport prévues dans le présent document. Elle est de la responsabilité du titulaire. Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids.

Les livraisons sont accompagnées de bons de livraison à l'en-tête du titulaire mentionnant :

- la référence de l'accord-cadre et du lot concerné (intitulé et numéro) ;
- *pour le lot 6 uniquement*, la référence du marché subséquent ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'expédition ;
- le lieu de livraison ;
- le jour et l'heure de la livraison ;
- l'identité du destinataire ;
- la désignation du produit ;
- les quantités livrées et la quantité restant à livrer, le cas échéant ;
- les dénominations, mentions et indications propres à en permettre le contrôle.

Le titulaire est responsable de la fourniture jusqu'à réception et signature du bon de livraison. Il est également pleinement responsable de tous dommages matériels ou corporels susceptibles d'être provoqués par les opérations de livraison. Toute non-conformité observée à la réception pourra entraîner un refus de livraison.

Les modalités de livraison sont détaillées à l'article 4 du CCTP.

11.3. Engagements environnementaux

Dans le cadre de l'exécution des prestations, les véhicules utilisés par le titulaire relevant des normes Euro respectent au minimum les prescriptions de la norme EURO 5. Ils sont équipés de vignettes Critair de niveau 1 à 4 (y compris véhicules électriques et hydrogène).

Les véhicules légers (PTAC \leq 3,5 t) utilisés auront un seuil d'émissions de CO₂ de 110g/km.

Il est également souhaité que le parc servant à l'exécution des prestations comprenne de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et thermiques) conformes aux normes en vigueur.

Si le titulaire ne détient pas la certification « Label Objectif CO2 », il respecte autant que faire se peut les éléments de cette certification dans le cadre de sa politique environnementale.

Il est rappelé que l'article L1431-3 du code des transports oblige à apporter une information à tout bénéficiaire d'une prestation de transport sur la quantité de GES émise par le ou les modes de transport utilisés.

11.4. Engagements sociaux

Il est souhaité que le titulaire du marché mette en place, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et en lien avec l'exécution des prestations, une démarche d'amélioration sociale, reposant par exemple sur l'embauche de personnes éloignées de l'emploi, ou sur la mise en place d'un plan de suivi de la prévention des risques et de la qualité de vie au travail de son personnel, en particulier en application de l'article L. 4121-1 du code du travail. Il justifie, sur simple demande du représentant de l'Assemblée nationale, des mesures mises en place pour respecter ses obligations et engagements.

ARTICLE 12 - SUIVI D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

12.1. Qualité des fournitures et prestations

Les fournitures et prestations doivent être conformes :

- aux prescriptions des normes homologuées, les normes applicables étant celles en vigueur le premier jour du mois précédant la date de notification ;
- aux spécifications contractuelles ;
- aux fiches techniques et échantillons fournis par le titulaire au moment de son offre ;
- aux bons de commande.

Le remplacement d'une fourniture par une autre fourniture équivalente est subordonné à l'accord de l'Assemblée nationale par courriel.

Préalablement au remplacement d'un produit, le titulaire fournit à l'Assemblée nationale, si elle en fait la demande, la composition, les caractéristiques techniques, les données de sécurité, le lieu de fabrication ainsi que des échantillons du produit envisagé.

12.2. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à satisfaire aux exigences de qualité, de présentation et de conditionnement décrites dans les documents contractuels. Le non-respect de ces dispositions peut entraîner le rejet des fournitures et/ou des prestations associées (installation, démontage, maintenance préventive et curative des appareils de nettoyage, assistance et suivi technique, etc.) et peut avoir pour conséquence la résiliation de l'accord-cadre.

Tout manquement du titulaire aux engagements souscrits lui sera signalé par lettre recommandée avec avis de réception et pourra faire l'objet des pénalités et sanctions.

12.3. Opérations de vérifications

Les opérations de vérification se déroulent dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-FCS, les opérations de vérification sont effectuées, par délégation de l'acheteur, par le service en charge du suivi opérationnel de l'exécution.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le délai imparti au service en charge du suivi opérationnel de l'exécution pour procéder aux opérations de vérification est de **10 jours calendaires** à compter de la date de livraison du dernier livrable ou de l'achèvement de l'exécution du service.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas convoqué aux opérations de vérification.

Conformément à l'article 30.1 du CCAG-FCS, l'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations contractuelles. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou, en l'absence de décision, dans un délai de **10 jours calendaires** à compter de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

Par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-FCS, en cas de décision d'ajournement, le délai laissé au titulaire pour présenter de nouveau des fournitures conformes est de **7 jours calendaires** à compter de la réception de la demande de l'Assemblée nationale faite par lettre recommandée avec accusé-réception. Le délai laissé au titulaire pour faire connaître son acceptation des mises au point réclamées est de deux jours calendaires à compter de la réception de la demande de l'Assemblée nationale.

12.4. Bilan

Tous les ans à compter de la notification, le titulaire transmet au représentant de l'Assemblée nationale le bilan des consommations, en indiquant les quantités consommées par référence et le montant correspondant.

ARTICLE 13 - CLAUSE DE RÉEXAMEN

En application des dispositions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de modifier l'accord-cadre en cours d'exécution. Des prestations pourront être ajoutées ou supprimées, à l'initiative exclusive de l'acheteur, notamment en cas d'événement aux spécificités imprévues ou en cas de nouveaux besoins imprévus. Ces modifications sont entérinées par la conclusion d'un avenant.

Le prix relatif aux prestations ajoutées devra être fixé en cohérence avec celui des autres prestations.

ARTICLE 14 - PÉNALITÉS

14.1. Dépassement des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les délais contractuels sont dépassés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard, calculées par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{30}$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Les pénalités sont plafonnées à 30 % du montant du bon de commande.

14.2. Autres pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, l'Assemblée nationale pourra appliquer, sur simple constat de ses services ou de leurs représentants, les pénalités suivantes :

Dépassement du délai de 2 jours ouvrés d'indisponibilité prévu pour la remise en état de fonctionnement du matériel de nettoyage (article 3.6 du CCTP).	50 € par tranche de 24h (chaque tranche entamée étant due)
Non-réalisation de la visite préventive trimestrielle (article 3.6 du CCTP)	100 € par cas constaté
Retard dans la transmission du rapport d'intervention (article 3.6 du CCTP)	50 € par cas constaté
Défaut d'interlocuteur pour suivre l'exécution du marché	100 € par semaine à compter de la demande de régularisation
Absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets en application des dispositions de l'article 20.4 du CCAG	50 € par jour calendaire à partir du 7 ^{ème} jour suivant une mise en demeure infructueuse
Manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de	100 €

transmission des factures via le portail de dématérialisation des factures	
Non-acquittement des formalités relatives au respect de la réglementation en matière de travail dissimulé	50 € par jour calendaire jusqu'à régularisation
Manquement à la protection des données à caractère personnel	100 € par cas constaté

14.3. Modalités d'application des pénalités

Les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues au premier euro sans exonération à raison du montant.

ARTICLE 15 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement. Il ne sera pas opéré de retenue de garantie.

ARTICLE 16 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE

16.1. Résiliation

L'accord-cadre peut être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

Constituent également des motifs de résiliation pour faute du titulaire les cas de figure suivants :

- le refus d'exécuter une prestation prévue par le marché ;
- des défaillances répétées dans l'exécution des prestations du marché ;
- le dépassement répété des délais d'intervention prévus pour la maintenance (préventive ou curative) des matériels de nettoyage ;
- tout manquement aux dispositions des documents contractuels relatives aux obligations de réserve, discrétion, confidentialité et aux règles d'accès aux locaux de l'Assemblée nationale ;
- la non-fourniture ou l'inexactitude des renseignements prévus aux articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du code de la commande publique ;
- l'absence de réponse ou de prise en compte d'une mise en demeure, y compris une éventuelle mise en demeure liée à la non-utilisation du portail de facturation ;
- en cas de manquements réitérés et persistants à l'obligation de dépôt, réception et transmission des factures via le portail dématérialisé selon les modalités définies à l'article « Modalités de règlement » ;

En cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu à l'exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions prévues à cet effet par le CCAG-FCS.

La résiliation est sans incidence sur l'exécution des prestations en cours.

16.2. Litiges

L'Assemblée nationale et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tous les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution, soit directement, soit par la procédure de règlement des litiges telle que prévue à l'article L. 2197-3 du code de la commande publique.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre, le Tribunal Administratif de Paris sera le seul compétent à l'exclusion de toute autre juridiction.

16.3. Langue

Les documents relatifs au présent accord-cadre sont toujours rédigés en français.

ARTICLE 17 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

17.1. Obligation de confidentialité

Chacune des parties s'engage à ce que les informations divulguées dans le cadre de l'exécution des prestations soient conservées de manière strictement confidentielle et ne soient en aucune manière diffusées à des tiers. Cette obligation de confidentialité est illimitée dans le temps.

Le titulaire s'interdit de divulguer toute information relative à l'organisation et l'activité de l'Assemblée nationale dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Il est interdit au titulaire de faire une quelconque publicité pour les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, sauf à titre de référence dans le cadre d'une candidature à un marché public.

Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies, doit être transmise au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier des prestations.

Tout manquement à ces dispositions est susceptible d'entraîner la résiliation du présent accord-cadre, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles ou pénales.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour son compte ou en partenariat avec lui (cotraitants et sous-traitants notamment).

17.2. Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat

conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par une des parties à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le contrat peut être résilié pour faute conformément à l'article 5.2 du CCAG.

Les parties au contrat sont autorisées à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat dans les conditions prévues à l'annexe 1 du présent document.

ARTICLE 18 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent document apporte les dérogations listées ci-dessous au CCAG-FCS.

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG.
- L'article 3.2 déroge à l'article 3.4.3 du CCAG.
- L'article 4.1 déroge à l'article 10.2.4 du CCAG.
- L'article 11.1.2 déroge à l'article 3.7.2 du CCAG.
- L'article 12.3 déroge aux articles 27.1, 27.3 et 30.2 du CCAG.
- Les articles 14.1, 14.2 et 14.3 dérogent à l'article 14 du CCAG.

ANNEXE 1 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Voir fichier Word « CCAP_Annexe-1_RGPD »

* * *